

Drogue : le Maroc, encore et toujours...

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Les députés britanniques rejettent massivement l'accord

Fin du Brexit ?

Page 3

Quatorzième année - N° 4679 - Jeudi 17 janvier 2019 - Prix : 10 DA

Affaire de la petite Nihal Si Mohand

Les conclusions de l'enquête de la gendarmerie remises à la justice

Page 24

Exit Theresa May ? Pas si sûr

Par Mohamed Habili

Si l'on savait par avance que l'accord de Brexit passé par Theresa May avec Bruxelles serait rejeté, mardi dernier, par la chambre des Communes, en revanche on ignorait à quelle majorité il le serait. Celle-ci serait-elle forte ou faible ? La question n'était pas sans intérêt, puisque de la réponse qui lui serait donnée concrètement le moment venu dépendrait l'avenir immédiat de Theresa May et de son gouvernement. Du moins le pensait-on. Dans le fait, le rejet a été plus que franc et massif, comme on dit, il a été écrasant, et même sans précédent dans l'histoire moderne de la Grande-Bretagne. Il y a eu deux fois plus de parlementaires qui ont voté contre l'accord, qui plus est obtenu à l'arraché par la Première ministre à l'issue d'une négociation interminable avec l'Union européenne, que ceux qui ont voté pour. Avec un tel résultat, n'importe quel chef de gouvernement aurait donné sa démission sur-le-champ. Theresa May l'entend différemment, qui en a vu d'autres, et qui jusque-là s'en était plutôt bien tirée. Jeremy Corbyn, le leader travailliste, qui savait à quel adversaire tenace il avait affaire, lui par contre a été prompt à déposer une motion de censure, qui devait être mise aux voix dès hier. Un chef de gouvernement désavoué comme personne avant lui ne devrait s'attendre à nul sauvetage de dernière minute.

Suite en page 3

Afin de réduire la durée de l'examen à trois jours

Dès 2021, le Bac limité aux matières principales



À partir de 2021, les candidats à l'examen du baccalauréat ne seront examinés que dans les matières principales, selon les filières. Cela intervient dans le cadre de la réforme engagée de cet examen qui vise notamment à réduire la durée du Bac à trois jours, a indiqué hier l'inspecteur général au ministère de l'Education nationale, Nedjadi Messeguem. [Lire page 2](#)

Habitat

Distribution de plus de 40 000 logements janvier courant

Page 4

Réalisé par Ali Mouzaoui

Début du tournage d'un film sur Si Mohand Ou Mhand

Page 13

Afin de réduire la durée de l'examen à trois jours

Dès 2021, le Bac limité aux matières principales

■ À partir de 2021, les candidats à l'examen du baccalauréat ne seront examinés que dans les matières principales, selon les filières. Cela intervient dans le cadre de la réforme engagée de cet examen qui vise notamment à réduire la durée du Bac à trois jours, a indiqué hier l'inspecteur général au ministère de l'Éducation nationale, Nedjati Messeguem.

Par Thinhinene Khouchi

Lors de son intervention sur une Chaîne télévisée privée, l'inspecteur général au ministère de l'Éducation nationale, Nedjati Messeguem a indiqué que le Bac de cette année ne connaîtra aucun changement ni dans la durée ni dans la formes des questions mais dès 2021, les candidats à l'examen du baccalauréat, selon les filières, ne seront examinés que dans les matières essentielles et la durée du Bac sera elle aussi réduite à trois jours au lieu du double «cinq jours à six jours». En outre, Nedjati Messeguem a fait savoir que les élèves actuellement en classe de 1^{re} année secondaire seront concernés par la note de l'évaluation continue, dont l'entrée en vigueur est prévue à partir du Bac 2021. Par ailleurs et concernant les candidats libres à l'examen du Bac, ils devront obligatoirement s'inscrire à l'Office national de l'enseignement et de la formation à distance (ONEFD) pour pouvoir participer aux épreuves, et ce, à partir du Bac 2020. A ce propos, l'intervenant a indiqué que le calcul est plus simple. La note du contrôle continu, pris en compte au Bac 2020, sera calculée sur la base de la note générale obtenue durant les trois trimestres de la 2^e année secondaire, ajoutée à celle obtenue durant les trois trimestres de la 3^e année secondaire, le tout divisé par deux «2». La moyenne de la 2 et 3 années secondaires sera la note de l'évaluation continue avec un coefficient «1». Ainsi, la moyenne du baccalauréat dont les épreuves se dérouleront en 3 jours et dont le coefficient n'a pas encore été dévoilé, comprendra ainsi la note de l'évaluation continue. Pour ce faire, l'inspecteur a assuré que les notes des élèves seront transmises chaque trimestre de l'année scolaire, via internet, à l'Office national des examens et concours (Onec). En outre, lors de son intervention, l'inspecteur général au ministère de l'Éducation nationale a indiqué pour ce qui concerne les sujets de l'examen du baccalauréat 2019 : «Les inspecteurs sont entrés hier pour commencer à préparer les questions relatives



au baccalauréat de l'année en cours». Soulignant que les questions seront en fonction du programme reçu durant cette année scolaire. «Les questions de l'examen du baccalauréat ne se baseront que sur le programme de la troisième année secondaire et

l'élève est obligé d'étudier l'ensemble du programme». Enfin, questionné sur le problème qui existe aujourd'hui dans le secteur de l'Éducation, entre la ministre, Nouria Benghabrit et les six syndicats autonomes qui ont déposé un préavis de grève pour

le 21 janvier prochain, Nedjati Messeguem a expliqué que la majorité des revendications des syndicats étaient loin de la responsabilité du ministère de l'Éducation. Notamment, en ce qui concerne le pouvoir d'achat et l'augmentation des salaires.

Enfin, en ce qui concerne l'impact du mouvement de protestation sur le déroulement des études, le porte-parole l'a exclu, soulignant que la majorité des enseignants «sont conscients de la responsabilité qui leur incombe». T. K.

Éducation nationale

Benghabrit : Le ministère associe «tous les syndicats» au dialogue

La ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghabrit a affirmé, mercredi à Alger, que le ministère veillait «à consulter et à associer tous les syndicats aux séances de dialogue» autour des questions intéressant le secteur. Dans une déclaration à la presse, en marge de la célébration de la journée nationale de la commune à l'école «La liberté», Mme Benghabrit a indiqué que le ministère veillait «à consulter et à associer tous les syndicats aux séances de dialogue» autour des questions intéressant la famille de l'éducation et le secteur, affirmant que les portes du ministère demeuraient «ouvertes» à la concertation avec les partenaires

sociaux autour de ces questions. Le ministère de l'Éducation n'opte pas pour un mode de «gestion unilatérale» du secteur, a-t-elle fait savoir, réaffirmant la pleine disponibilité de la tutelle «au dialogue et à la concertation» avec les syndicats de l'Éducation, dont certains avaient appelé à une grève nationale, à partir de la semaine prochaine. «Près de 98% des propositions, pertinentes d'ailleurs, formulées par les syndicats ont été prises en considération», a souligné la ministre, relevant, toutefois, l'impossibilité de satisfaire certaines revendications. Pour rappel, le Collectif des syndicats autonomes du secteur de l'Éducation

qui compte 6 syndicats avait appelé, il y a 15 jours, à une grève nationale, le 21 janvier, suivie de plusieurs sit-in devant les directions régionales de l'éducation. Lesdits syndicats ont décidé de recourir à nouveau à la grève, arguant que le ministère avait refusé «le dialogue autour de la plateforme de revendications» portant essentiellement sur la révision du statut particulier du secteur, le respect de la liberté de l'activité syndicale et la révision de la loi sur la retraite M^{me} Benghabrit a assisté à l'école «La liberté» en compagnie du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire,

Noureddine Bedoui et du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, à un cours inaugural sur le rôle de la commune, à l'occasion de la journée nationale de la commune (19 janvier 1967). A cette occasion, la ministre a rappelé l'introduction de thèmes relatifs à la commune et aux instances élues dans les cours d'éducation civique pour les classes de 4^e et 5^e années du cycle primaire et 2^e année du cycle moyen. Des instructions ont également été données aux directions de l'Éducation, à travers l'ensemble du territoire national, pour consacrer des cours au rôle et missions de la commune, a-t-elle précisé. Adel H.

À l'occasion du 64^e anniversaire de sa mort

Hommage à Didouche Mourad

Un hommage a été rendu, mercredi à Alger, à l'un des héros de la Révolution nationale, Didouche Mourad, à l'occasion du 64^e anniversaire de sa mort. Son riche parcours et son rôle pour l'indépendance de l'Algérie ont été mis en évidence. «Didouche Mourad est une icône et un grand symbole de la révolution nationale», a souligné Mohamed Lahcene Zeghidi, enseignant

d'histoire à l'Université d'Alger, au Forum d'«El-Moudjahid», mettant en avant «son rôle important pour l'indépendance du pays du joug colonial français, dès son jeune âge lors de son adhésion au mouvement national» M. Zeghidi a évoqué, à cette occasion, le parcours de ce militant de la première heure de la cause nationale, «un militant unique de par sa personnalité, son courage, son intelligen-

ce et sa vision des choses, dont les jeunes générations devraient s'inspirer». «Didouche Mourad était charismatique, aimait la lecture, et n'a pas négligé son aspect physique puisqu'il était sportif», a-t-il ajouté, mettant en relief que durant la lutte armée contre l'occupation française, il était un «stratège». «Tel est le parcours qui a forgé sa personnalité et fait de lui un héros historique de la

Révolution nationale. Il a toujours œuvré pour l'unification des rangs des Algériens face à l'ennemi français», a soutenu l'intervenant. Abondant dans le même sens, l'universitaire, Sadek Bekhouche, a relevé que Didouche Mourad était «charismatique, fort mentalement, physiquement et spirituellement comme il était un grand nationaliste», notant que «grâce à ces qualités il devenait l'exemple à

suivre pour beaucoup de jeunes de sa génération». M. Bekhouche a appelé, à cet égard, notamment à «vulgariser l'image de Didouche Mourad et tous les valeureux héros de la Révolution nationale, auprès des jeunes générations et leur inculquer les valeurs patriotiques qui ont permis à l'Algérie d'arracher l'indépendance». M. L.

Plus de dix tonnes saisies dans une seule wilaya

Drogue : le Maroc, encore et toujours...

■ Des quantités effarantes de drogue ont été saisies dans la seule wilaya de Tlemcen. Les chiffres divulgués hier par la Gendarmerie donnent froid dans le dos : plus de 10 tonnes de résine de cannabis ont été saisies durant l'année écoulée.

Par Louiza Ait Ramdane

Des quantités énormes de drogue sont saisies aux frontières terrestres avec le Maroc, grand producteur et consommateur de cette substance, en passant par les psychotropes en tous genres. Les services de sécurité se sont engagés dans une lutte sans relâche contre le trafic de drogue et de psychotropes, tirant la sonnette d'alarme sur l'ampleur du phénomène. Des saisies s'opèrent presque quotidiennement. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Plus de 10 tonnes de kif ont été saisies durant l'année écoulée. Le chef de groupement de la Gendarmerie nationale de la wilaya, le colonel Kbaïli Mohamed Réda, a indiqué que ses services ont enregistré quelque 337 affaires relatives au trafic de drogue, dont 270 ont été résolues. Lors de la présentation du bilan des activités de l'exercice 2018, le chef de groupement de la GN a fait savoir que ces affaires ont permis l'arrestation de 582 individus, dont 313 ont été placés sous mandat dépôt. Les mêmes services ont, en outre, saisi durant l'année écoulée un kilogramme de cocaïne et plus de 22 000 comprimés psychotropes. Ces grosses quantités saisies durant cette année reflètent l'effort consenti par ce corps constitué dans sa lutte contre le trafic de



stupéfiants, a souligné le responsable. Les quantités de drogue saisies restent encore élevées. Ces chiffres renseignent aussi sur la facilité avec laquelle ces drogues sont introduites sur le marché, en dépit de la sécurité renforcée au niveau des frontières. Il a fait savoir aussi que la Gendarmerie nationale a démantelé, durant la même période, 44 réseaux spécialisés dans le trafic de drogue. Malgré les efforts de l'Etat, les quantités de résine de cannabis et autres stupéfiants saisies ne cessent d'augmenter et les chiffres communiqués par les services de sécurité donnent froid dans le

dos. Plus que jamais, le pays est inondé de drogue provenant du Maroc voisin. Et le plus gros provient des frontières Ouest. D'ailleurs, cette région enregistre d'importantes saisies de drogue provenant du Maroc. Des mesures sécuritaires strictes sont déployées de manière étudiée tout le long de la bande frontalière pour limiter l'activité des narcotrafiants. En effet, l'Algérie a renforcé ses dispositifs de lutte contre les stupéfiants et le résultat est perceptible. Des résultats tangibles, notamment en termes de saisies de quantités énormes de kif traité, de psychotropes et de démantèlement

de réseaux. Concernant l'immigration clandestine par voie maritime, la Gendarmerie nationale de la wilaya de Tlemcen a réussi, en 2018, à faire échouer deux tentatives ayant permis le démantèlement de deux réseaux spécialisés dans l'organisation de ces traversées clandestines à partir des plages de la wilaya de Tlemcen vers les côtes espagnoles. Ces opérations ont permis l'arrestation de 13 personnes et la saisie de tous les équipements utilisés, dont deux embarcations pneumatiques, une autre semi-rigide, des gilets de sauvetage ainsi que des jerricans de carburant. L. A. R.

Les députés britanniques rejettent massivement l'accord

Fin du Brexit ?

Le Parlement britannique a très largement refusé mardi soir l'accord de sortie de l'Union européenne, par 432 voix contre 202. Une motion de censure a été déposée contre la Première ministre. Les députés britanniques ont tué l'accord sur le Brexit de Theresa May. Par 432 voix contre 202 seulement en sa faveur, le rejet des élus est clair et net, plus élevé que toutes les estimations. C'est une humiliation massive contre la Première ministre, la plus importante défaite de l'histoire de la démocratie parlementaire britannique. Ce vote plonge le pays un peu plus dans le chaos, à 72 jours de la sortie prévue de l'Union européenne. Dans l'immédiat, ses responsables vont s'écharper ce mercredi sur le sort de Theresa May. En temps normal, un Chef du gouvernement aurait démissionné face à une telle claquette. Mais le Brexit n'est pas un contexte normal, et Mrs May a toujours montré son obstination à mener sa mission à bien. Une motion de censure déposée mardi soir par le chef de l'opposition, Jeremy Corbyn, sera mise au vote dans la soirée. A priori, la remobilisation du Parti conservateur et de ses alliés nord-irlandais du Democratic Unionist Party derrière elle devrait sauver la peau de Theresa May, qui

s'est dite prête à y faire face. C'est la douche écossaise, au lendemain de la fronde de plus d'un tiers des députés conservateurs 118 sur 317, contre son accord. «Il est clair que cette chambre ne soutient pas cet accord. Mais le vote de ce soir ne nous dit rien sur ce qu'elle soutient», a très justement souligné la Première ministre. Elle s'est engagée à consulter «dans un esprit constructif», sans chercher à «jouer la montre», pour «explorer avec l'Union européenne» des solutions réalistes. Autrement dit, un plan B – dont personne ne semble avoir pour l'heure la moindre idée. «Le risque d'un retrait désordonné du Royaume-Uni de l'UE s'est accru», a réagi le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Il appelle Londres à «clarifier ses intentions dès que possible». La dirigeante britannique a jusqu'à lundi pour revenir devant le Parlement avec une stratégie alternative.

En Europe, le rejet de l'accord fait craindre l'hypothèse d'un «no deal»

Ce vote a suscité de nombreuses réactions un peu partout en Europe, les États membres de l'Union européenne parta-

geant leur inquiétude quant à l'hypothèse d'un «no deal» et n'hésitant pas à montrer des signes d'impatience.

L'UE appelle Londres à «clarifier» ses intentions

Il a été le premier dirigeant européen à s'exprimer après le vote. Donald Tusk, président du Conseil européen, qui représente les États membres de l'Union, a appelé à une «solution positive» après le rejet de l'accord par les députés britanniques. «Si un accord est impossible, et que personne ne veut un non-accord, alors qui aura finalement le courage de dire quelle est la seule solution positive ?», s'est-il interrogé. L'un de ses porte-parole a assuré que les 27 pays de l'Union européenne resteront «unis» face à Londres. «Nous regrettons le résultat de ce vote», a-t-il ajouté.

«La pression est du côté des Britanniques», assure Macron

De son côté, Emmanuel Macron a assuré que les Britanniques seraient les premiers perdants d'un «no deal». Le vote est «négligeable», a déclaré le

chef de l'État français depuis le Grand-Bourgtheroulde, dans l'Eure. Promettant que les intérêts de la pêche française seraient défendus dans le cadre de la négociation pour la relation future, il a estimé que «la pression» était «plutôt chez eux». Selon lui, les Britanniques vont tout de même essayer de mettre en œuvre le Brexit.

Berlin évoque «un jour amer pour l'Europe»

Le ministre des Finances et vice-chancelier allemand, Olaf Scholz, a parlé d'un «jour amer pour l'Europe» après le rejet de l'accord. «C'est un jour amer pour l'Europe. Nous sommes prêts. Mais un Brexit dur est la pire de toutes les possibilités pour l'UE, mais surtout pour le Royaume-Uni», a-t-il estimé sur Twitter. La présidente du parti démocrate-chrétien CDU, Annegret Kramp-Karrenbauer, a elle aussi «vivement regretté» cette décision, jugeant qu'un «Brexit dur serait la pire de toutes les options». Elle a invité les Britanniques à désormais «ne pas se précipiter». Le secrétaire d'État pour l'Europe, Michael Roth, a pour sa part parlé de «désastre», précisant cependant que «les portes de l'Europe restaient ouvertes».

Meriem Benchaouia

LA QUESTION DU JOUR

Exit Theresa May ? Pas si sûr

Suite de la page une

Pass Theresa May, qui sait pouvoir compter et sur ces mêmes nombreux membres de son camp qui ont voté contre l'accord de Brexit, mais qui n'oseraient voter la motion de censure, ne serait-ce que par souci de leur propre survie, et sur la poignée de voix des unionistes irlandais, qui pourtant eux aussi lui ont refusé leurs voix lors du vote ce mardi. Il ne serait donc pas étonnant de la voir sauver du naufrage une fois de plus, et cela grâce à fort peu de voix de différence. On croit l'avoir sortie par la grande porte, et c'est par le trou de la serrure qu'elle est à même de revenir. Au moment où ces lignes sont écrites, cela toutefois n'est pas encore arrivé. Supposons tout de même que tel soit en définitive le cas. Alors ce serait pour elle comme avoir réussi à transformer une faiblesse en force. Forte, pour ainsi dire, d'une défaite écrasante, elle serait en effet en meilleure position pour demander à ses interlocuteurs européens de se montrer plus conciliants avec elle. Encore qu'il soit vrai que les Européens aient dit et répété qu'il n'était pas question pour eux de renégocier quoi que ce soit de l'accord déjà conclu. La réalité, c'est qu'il y a malodonne. Ce que Theresa May a négocié, ce n'est pas les relations futures avec l'Union européenne, mais les conditions de la phase de transition, censée débiter quant à elle le 29 mars prochain. De sorte qu'on ne sait très bien ce qui a été repoussé lors du vote de mardi dernier. Par définition une transition suppose qu'il y a un début et une fin. Au moment où elle commence, on est encore par la force des choses dans la situation d'avant, de celle dont justement on veut sortir. A cet égard, tous ceux qui ont voté contre l'accord, conservateurs comme travaillistes, ne seraient pas plus avancés si c'avait été eux qui étaient à la manœuvre. Les Brexiters purs et durs seraient obligés eux aussi de passer par une phase de transition, au cours de laquelle Bruxelles continuerait de dicter sa loi aux Britanniques comme aux autres peuples de l'Union.

M. H.

«Dialogue 5 + 5»

Messahel co-préside la 15^e conférence des MAE à Malte

■ Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, co-présidera avec son homologue maltais Carmelo Abela, les travaux de la 15^e conférence des ministres des Affaires étrangères du «Dialogue 5 + 5», en Méditerranée occidentale, qui aura lieu à La Valette (Malte), les 17 et 18 janvier 2019, indique mercredi, le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Par Aymen B.

Les travaux de cette conférence qui se tiendra sous le thème «œuvrer ensemble pour un avenir durable pour la Méditerranée occidentale», porteront sur «l'examen des questions socio-économiques, politiques et sécuritaires dans la région, avec un accent particulier sur le rôle de la jeunesse pour assurer un développement durable et inclusif dans les deux rives de la Méditerranée», précise la même source.

En plus des chefs de diplomatie des Etats membres du «Dialogue 5+5», cette nouvelle rencontre, à Malte, enregistrera la participation de la Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité et des Secrétaire généraux de l'UMA et de l'UpM. «Elle



sera l'occasion pour notre pays de mettre en relief sa politique méditerranéenne axée sur la promotion des liens de bon voisinage et la contribution à l'instaura-

tion d'un espace de paix, de sécurité et de prospérité partagée au niveau du bassin occidental de la Méditerranée, souligne le MAE. L'Algérie qui a co-

présidé le «Dialogue 5+5», durant ces deux dernières années, avec la France puis avec Malte, a abrité la 14^e Conférence des MAE à Alger,

le 21 janvier 2018, qui a regroupé l'ensemble des ministres des Affaires étrangères des pays membres de ce Dialogue, rappelle la même source.

Elle a également organisé en 2018 le 3^e Forum MedThink, la 3^e Conférence Finances et Investissement 5+5 et, la 2^e Conférence ministérielle de l'Economie bleue en Méditerranée occidentale.

Elle prévoit d'abriter également, la 3^e Conférence des ministres de la Culture du «Dialogue 5+5», ainsi que la 1^{re} réunion des Conseils Economiques et Sociaux de ce Dialogue. La 15^e Conférence de La Valette sera précédée, la veille, par la tenue de la 8^e réunion de Haut niveau des Parlements des Etats membres du «Dialogue 5+5», note le MAE, dans son communiqué.

A. B./APS

Exploitation de phosphate à Tébessa

Le ministère de la Formation professionnelle formera la ressource humaine du mégaprojet

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mohamed Mebarki, a indiqué mercredi à Alger que son département s'emploie actuellement à former la ressource humaine et la main-d'œuvre qualifiées pour répondre aux besoins du mégaprojet intégré pour l'exploitation de phosphate à Tébessa. «Un des axes importants de notre stratégie dans la formation professionnelle en Algérie repose sur l'adaptation de la formation aux spécialités répondant aux besoins du secteur économique de façon générale. C'est dans ce cadre qu'une journée d'étude est prévue jeudi avec le ministère de l'Industrie et des Mines ainsi que le ministère de l'Energie et d'autres entreprises économiques algériennes afin de préparer une ressource humaine qualifiée et nécessaire au projet intégré pour l'exploitation de phosphate à Tébessa», a précisé M. Mebarki à la Radio nationale. Le ministre a indiqué qu'un des objectifs de cette journée d'étude «c'est de lancer ce processus d'adaptation de la for-

mation professionnelle aux besoins de ce mégaprojet qui nécessite pour les chantiers de réalisation quelque 14 000 postes de travail qui sont des emplois directs», précisant que «par la suite, l'exploitation du projet nécessitera un minimum de 3 000 emplois directs». «Nous disposons déjà d'une filière mines et carrière qui comprend une dizaine de spécialités répertoriées dans la nomenclature nationale des spécialités», a expliqué M. Mebarki, assurant que son département «dispose aussi de programmes pédagogiques, de manuels et des équipements nécessaires à la formation dans la filière mines et carrières». Pour rappel, le mégaprojet intégré pour l'exploitation de phosphate a été lancé au mois de novembre 2018, lors d'un déplacement à Tébessa du Premier ministre Ahmed Ouyahia où il avait présidé la cérémonie de signature d'un accord de partenariat portant sur le lancement de ce projet entre les groupes algériens Sonatrach et Asmidal-Manal et les groupes chinois dirigés par la Société Citic. Mobilisant un volume

d'investissement de 6 milliards de dollars, le complexe de phosphate dont la mise en exploitation est prévue en 2022, créera 3 000 postes de travail directs. Par ailleurs, s'exprimant sur la deuxième session de la rentrée de la Formation professionnelle prévue le 24 février prochain, M. Mebarki a indiqué que son département assurera quelque 280 000 places pédagogiques aux nouveaux stagiaires, précisant qu'entre 230 000 et 240 000 diplômés et qualifiés, versés dans le monde économique, sont formés annuellement. «Nous anticipons aussi sur les spécialités à promouvoir en fonction des métiers qui se développent en Algérie», a-t-il dit, citant «l'industrie automobile, les nouvelles technologies et le numérique». Le ministre a indiqué en outre que les jeunes algériens expriment un «intérêt grandissant» à la formation professionnelle où «il y a moins de déperdition comparativement aux années précédentes», précisant que «sur 100 inscrits, il n'y a que 15 stagiaires qui abandonnent leur formation». Safy T.

Habitat

Distribution de plus de 40 000 logements janvier courant

Plus de 40 000 unités de logement, toutes formules confondues, seront attribuées aux bénéficiaires janvier courant au niveau de 34 wilayas, a annoncé, mardi à Alger, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar. S'exprimant lors de son allocution à l'occasion de la cérémonie de remise de 4 000 clés aux souscripteurs AADL à Alger en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui et le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, M. Temmar a annoncé que plus de 40 000 unités de logement seront distribuées comme suit: 14 500 logements publics localitifs (LPL), 17 000 logements de type vente-location, 5 000 aides rurales, 4 000 parcelles de ter-

rains sociales, outre 2 000 logements promotionnels aidés (LPA) et 500 logements promotionnels publics (LPP). Il a rappelé dans ce contexte, la distribution de 295 000 unités de logement, tous segments confondus, en 2018. Concernant l'opération d'attribution de 4 000 clés aux souscripteurs AADL de la wilaya d'Alger qui a eu lieu mardi, le ministre a indiqué que «le nouvel an a bien démarré par une opération de distribution de logements (AADL) «sans précédente» au niveau d'Alger. L'attribution de ce quota de 4 000 logements (AADL) à Alger n'est que la première phase d'une opération sur trois étapes, a ajouté M. Temmar, précisant qu'un deuxième lot de 3 500 logements sera distribué le 31 janvier et un troisième de

3 270 unités le 10 février prochain. Le total des logements à distribuer lors de cette opération à Alger est de 10 770 unités. Dans le même ordre d'idées, le ministre a mis en valeur le rôle que joue la wilaya d'Alger à travers les opérations de logement en coordination avec les Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) ainsi que la direction de l'habitat, faisant état d'environ «100 000 familles relogées». Saluant le président de la République, Abdelaziz Bouteflika au nom des bénéficiaires pour «le grand intérêt qu'il porte au secteur de l'Habitat» étant la locomotive du développement, M. Temmar a affirmé que son secteur faisait travailler un nombre important de main-d'œuvre et toutes les usines de production de matériels. Le

secteur de l'Habitat s'intéressera davantage au «monde rural» en 2019, a souligné le premier responsable du secteur faisant savoir que plusieurs aides seront attribuées à la population des zones rurales afin de construire leur logement sur leur propre terrain ou sur des assiettes foncières relevant des biens de l'Etat. Ces logements, sous forme de cités, seront pris en charge par des petites entreprises d'entrepreneuriat devant unifier les types de construction tout en respectant les habitudes et les traditions du monde rural, a-t-il soutenu. Afin de garantir une réalisation accélérée au niveau des chantiers, le rôle du contrôle, à travers l'intensification des visites inopinées qu'assureraient des cadres du secteur, sera renforcé pour pré-

senter à un meilleur produit et éviter les défaillances notées au niveau de certains sites, affirme le ministre. Les cadres du Secteur veilleront à l'application des plans HSE dans les chantiers et du respect par les entreprises de construction de ces plans, et ce, par souci de préservation de la sécurité et de l'intégrité des ouvriers exposés aux dangers qui les menacent, à tout moment, a ajouté le ministre. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a indiqué, pour sa part, que ces réalisations sont la concrétisation des engagements maintes fois soulignés par le président de la République, quant à assurer des logements décents aux citoyens. Lyes C.

Impôts

Un nouveau système d'information pour la gestion des dossiers des contribuables

■ Un nouveau système d'information est «en cours d'implémentation» à la Direction des grandes entreprises (DGE) pour assurer une meilleure gestion des dossiers des contribuables et de l'information échangée avec les différentes institutions bancaires et douanières entre autres, a révélé à Constantine, le directeur de l'information et de la documentation fiscale auprès de la Direction générale des impôts (DGI).

Par Amel B.

Ce système d'information «déjà opérationnel dans une quinzaine de centres des impôts (CDI)» était en cours d'implémentation dans la DGE avec le concours d'un partenaire étranger spécialisé en la matière, a indiqué le directeur de l'information et la documentation fiscale auprès de la DGI, Belkacem Yacéf, en marge d'une journée d'information sur la loi de finances (LF) 2019, organisée à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie CCI-Rhumel, en collaboration avec la DGI et la direction générale des Douanes (DGD). L'implémentation de ce nouveau système d'information basé sur l'informatisation et la numérisation du mode de gestion de l'administration des impôts s'inscrit dans le cadre de la stratégie des pouvoirs publics portant modernisation des toutes les administrations pour «un meilleur service et une gestion convenable et fiable», a souligné le même responsable, affirmant que l'administration des impôts s'est engagée dans une «réforme



structurelle». Soulignant que toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour permettre l'implémentation de cette «solution informatique» dans le système de gestion, dès la DGE (assainissement du périmètre d'intégration défini par la loi, et l'identification fiscale notamment), M. Yacéf a indiqué que la

mise en service de ce système aura lieu «incessamment dès la finalisation des procédures d'usage avec les banques». La mise en place de cette solution informatique «permettra» aux entreprises relevant de la DGE, entreprises pétrolières et sociétés de droit algérien entre autres, de souscrire leurs déclarations à distance et

de payer à distance pour davantage de célérité dans le déroulement des transactions, a fait savoir le même responsable. Cette solution informatique marquée par «une adhésion considérable» des contribuables affiliés aux centres des impôts de Sétif de Bordj Bou Arréridj et d'El Harrach (Alger) notamment, sera

«ultérieurement» implémentée dans 2 centres de proximité des impôts de Lakhdaria et d'Ain Bessam (Bouira) en attendant «sa généralisation à travers toutes les structures de la DGI», a fait savoir M. Yacéf. De sa part, le représentant du ministère des Finances, Ahmed Mohand, énumérant les avantages de la loi de finances 2019 en matière d'encouragement de l'investissement et d'élargissement de l'assiette fiscale, a insisté sur l'importance de recouvrer les créances fiscales au profit du Trésor public. Le financement non conventionnel adopté par l'Algérie pour faire face aux défis de l'heure caractérisés par le recul du prix du pétrole a été largement abordé au cours de cette rencontre d'information, mise à profit par les experts pour affirmer que ce mode de finalement se fait dans un cadre organisé et peut être «suspendu» si «la machine d'investissement et de développement économique arrive à se démarquer». Une cinquantaine d'opérateurs économiques activant à Constantine ont assisté à cette rencontre d'information.

A. B.

Ressources en eau

Demande annuelle à 12,9 milliards de m³ à l'horizon 2030

Les besoins annuels de l'Algérie en eau à l'horizon 2030 devront s'élever à 12,9 milliards de m³ contre 10,4 milliards de m³ actuellement, a indiqué, à Alger, le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib. Intervenant lors d'une journée parlementaire sur «l'avenir des ressources en eau en Algérie», au siège de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a fait savoir que «ces prévisions reposaient principalement sur la hausse attendue de la croissance démographique et de l'expansion urbaine», précisant que «le taux d'urbanisation devrait, en 2030, être supérieur à 87% pour une population avoisinant les 50 millions de personnes». Selon les chiffres avancés par le ministre, le volume des besoins annuels prévus à l'horizon 2030 se compose de 4 milliards de m³ pour la consommation des ménages (contre 3,3 milliards de m³ actuellement), de 8,3 milliards de m³ pour l'agriculture (contre 6,8 milliards de m³ actuellement) et de 0,6 milliard de m³ pour l'industrie (contre 0,3 milliard de m³

actuellement). Pour couvrir cette demande, il a été procédé à la mise en place d'un Plan national de l'eau à l'horizon 2030, basé sur la poursuite de la mobilisation des ressources en eau conventionnelles et non conventionnelles en focalisant sur les régions enregistrant un déficit à travers l'exploitation de toutes les disponibilités offertes en vue d'intensifier et élargir le réseau de raccordement et de transfert entre grands complexes hydriques du pays. M. Necib a expliqué, dans ce sens, que 45% des besoins annuels prévus à l'horizon 2030 seront assurés par les barrages et 35% par les infrastructures de mobilisation et de production qui ne sont pas affectées par les changements climatiques, notamment les stations de dessalement d'eau de mer et des eaux souterraines du Sud, alors que le reste, soit 20%, par les eaux souterraines du nord du pays et des Hauts-Plateaux, dont le niveau de renouvellement est tributaire des conditions météorologiques. Evoquant plus en détails le

Plan national de l'eau à l'horizon 2030, M. Necib a révélé que le nombre de barrages escompté est de 120 infrastructures afin d'augmenter les capacités de mobilisation des eaux de surface à hauteur de 10 milliards de m³ avec «des systèmes de raccordement et de transfert hautement efficaces et des conduites secondaires de distribution permettant de couvrir l'ensemble des centres de consommation du pays suivant le principe d'égalité et de solidarité». A ce propos, le ministre a fait état de la finalisation des études de réalisation de 23 nouveaux barrages, de 3 grands transferts et d'un projet de raccordement de barrages, outre des études en cours pour la construction de 36 barrages et trois études de transfert d'eau du Sud vers les Hauts-Plateaux. S'agissant des stations de dessalement, leur nombre s'élèvera, avec la réception des quatre prévues à Alger, Béjaïa, Skikda et El Taref, à 15 grandes stations (contre 11 actuellement) assurant une production globale de 2,8 millions de m³/jour. Le taux des eaux

dessalées représentera les 25% de la production nationale à l'horizon 2030. En matière d'irrigation, M. Necib a indiqué que le Plan avait pour objectif une meilleure maîtrise des variations annuelle et saisonnière en garantissant un approvisionnement permanent des grands périmètres irrigués et ceux classés dans le cadre de la petite et moyenne irrigation, soulignant la réalisation d'infrastructures d'irrigation permettant d'atteindre une superficie irriguée globale de 2 millions d'hectares d'ici à 2021, une économie d'environ 1,5 milliard de m³ annuellement. Concernant le volet de l'assainissement, le ministre a fait état de la poursuite du travail pour la collecte de toutes les eaux usées au niveau de l'ensemble des agglomérations urbaines et rurales du pays, estimées actuellement à 1,7 milliard de m³ et leur traitement grâce à des systèmes d'épuration permettant leur réutilisation, avant d'ajouter que le nombre des stations d'épuration atteindra 252 stations en 2021.

T. Y./APS

Pétrole

Le prix du panier de l'Opep à plus de 58 dollars

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), s'est établi mardi à 58,24 dollars le baril, contre 58,39 dollars la veille, a indiqué l'Organisation pétrolière dans un communiqué publié hier sur son site web. Introduit en 2005, le panier de

référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saou-

dite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Le même jour, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 60,19 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,20 dollar par rapport à la clôture de lundi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de

«light sweet crude» (WTI) pour le contrat de février gagnait 1,22 dollar à 51,73 dollars une heure après son ouverture. L'Opep et ses partenaires, dont la Russie, ont pris rendez-vous pour les 17 et 18 avril à Vienne afin d'estimer si leur politique de réduction de la production doit être maintenue ou amendée, selon des informations

de l'agence Bloomberg qui cite le secrétaire général de l'Organisation, le Nigérian Mohammed Barkindo. Des représentants de ces pays producteurs, qui extraient plus de la moitié de l'offre mondiale d'or noir, se retrouveront un mois avant en Azerbaïdjan pour une réunion préparatoire, a-t-il précisé. R. E.

Chlef

Inauguration de deux nouveaux transformateurs électriques

■ Le secteur de l'énergie, à Chlef, a été renforcé par l'inauguration de deux transformateurs électriques de 30/60 kV, respectivement à la cité Chorfa et dans la commune d'Ouled Farès.

Par Anissa H.



La cérémonie d'inauguration de ces deux installations de production d'électricité a été présidée par le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya. Dans son allocution, à l'occasion, M. Guitouni a souligné l'«importante contribution de ces installations dans la fourniture de l'énergie électrique aux secteurs locaux de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme». A Ouled Farès, un exposé sur la situation de la couverture électrique dans la wilaya a été présenté au ministre, qui a recommandé, sur place, l'affectation du transformateur inauguré dans la localité, à l'approvisionnement des agriculteurs en énergie électrique, «eu égard à la vocation agricole

par excellence de cette région», a-t-il souligné. Inspectant un transformateur d'une capacité de 220/400 kV, dans la commune d'Ouled Abbas, il a souligné l'importance de l'énergie électrique dans la consolidation et promotion de l'économie nationale, ceci d'autant plus, a-t-il dit, que «l'Algérie est sur le point de réaliser des exportations dans le domaine». Selon les explications fournies au ministre, ce transformateur (220/400 kV) fait partie des plus importantes installations électriques attendues à la mise en service dans la wilaya au «mois de mars prochain», considérant qu'il va profiter non seulement à la wilaya de Chlef, mais aussi à d'autres wilayas avoisinantes, est-il assuré. La production d'électricité, à Chlef, est estimée à 630 mgw, dont 360 mgw (soit un taux de 57%) sont exploités, au moment où le reste (43%) est gardé en réserve, selon les responsables en charge du secteur. A noter que le ministre de l'Energie a inauguré, dans la matinée, un projet de raccordement de 900 foyers de la cité Bir Safsaf de la commune d'Oued Fodda au réseau public de distribution de gaz naturel, avant l'inspection d'une unité privée de production d'engrais agricoles. A Ouled Fares, il a procédé à la pose de la première pierre de réalisation d'un centre de dépôt et de distribution de carburant relevant de Naftal, avant de clore sa visite dans la wilaya par une inspection de la station de dessalement d'eau de mer de Mainis à Ténès.

A. H. / APS

Tizi-Ouzou

Affaissement de terrain à Azazga, des mesures pour stabiliser le sol

Des mesures seront prises pour stabiliser une zone touchée par un important affaissement de terrain qui s'est produit à l'entrée de la commune d'Azazga à une trentaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou, a-t-on appris auprès de la wilaya. Cet affaissement qui s'est produit suite aux intempéries du week-end dernier, marquées par d'importantes chutes de neige et de pluies, ont causé un abaissement du sol à l'entrée d'Azazga notamment sur l'échangeur de la route nationale 12 endommageant cet axe autoroutier sur plusieurs centaines de mètres, a-t-on appris du président de l'Assemblée populaire communale d'Azazga, Benadji Mohand Amokrane. M. Benadji a souligné que l'axe touché par ce glissement est l'échangeur situé avant l'hôpital de cette même ville, relevant qu'il n'y a pas d'habita-

tions ni d'institutions qui seraient menacées par ce phénomène, à l'exception d'une huilerie située à proximité de la zone instable. Il a précisé que la route n'est pas fermée à la circulation puisque les automobilistes peuvent emprunter les différentes bretelles pour se rendre à destination. Le wali de Tizi Ouzou, Abdelhakim Chater, s'est déplacé mardi après-midi sur les lieux, accompagné des directions techniques concernées dont celles des travaux publics, des ressources en eau, de l'urbanisme et de la construction et des forêts. Sur place il a été informé que le glissement est causé par une nappe d'eau souterraine et a donné instruction aux directions concernées d'engager des travaux d'urgence pour stabiliser le sol. La direction de travaux publics a été instruite de sécuriser le site par la mise en place de signalisation qui

indiquera la zone de glissements aux automobilistes afin d'éviter d'éventuels accidents notamment durant la nuit. Cette même direction a déjà introduit une demande auprès de son ministère de tutelle pour la mobilisation d'une enveloppe financière afin de procéder aux réparations de cette voie, a-t-on appris de même source. Le wali a également demandé l'engagement d'une opération de canalisation et d'évacuation des eaux souterraines à l'origine de cet affaissement et a annoncé que la wilaya va solliciter le concours des ministères des Ressources en eau et des Travaux publics pour l'envoi d'une commission qui procédera à l'expertise du site en vue d'une prise charge définitive de ce glissement.

F. Y.

Tébessa

Réhabilitation de plusieurs établissements scolaires primaires à Chéréa

Plusieurs établissements scolaires du cycle primaire ont été réhabilités en 2018 dans la commune de Chéréa (45 km au sud de Tébessa), dans le but d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves, a indiqué le président de l'Assemblée populaire communale de cette collectivité locale, Ahmed Ghribi.

Le secteur de l'éducation dans la commune de Chéréa a bénéficié de plusieurs opérations de réhabilitation des établissements scolaires, en l'intérieur et des Collectivités Locales et l'Aménagement du Territoire, a indiqué l'édile.

Cette collectivité locale qui constitue le plus grand groupement d'habitation a également bénéficié de plusieurs projets de réalisation des salles de classe, a fait savoir le même responsable, soulignant que l'opération a nécessité la mobilisation d'une

enveloppe financière de l'ordre de 7 millions DA. Les chantiers de ces nouveaux projets avancent à un «rythme acceptable» a-t-il ajouté, soulignant que ces salles de classes seront livrées «dans les plus brefs délais». En outre, les travaux de réalisation

de 5 nouvelles salles de classes situées au niveau du nouveau pôle urbain de Chéréa ont été lancés, a encore ajouté l'édile, relevant la mobilisation de 16 millions DA pour ce projet ainsi que l'acquisition, l'installation et la maintenance d'appareils de

chauffage dans plusieurs écoles primaires.

Sur un autre registre, une cantine scolaire avec une capacité de 200 repas par jour a été réalisée et mise en service en 2018 à Chéréa, pour un investissement de l'ordre de 5,7 millions

DA, a fait savoir le P/APC, ajoutant que près de 26 millions DA ont été mobilisés du budget de la commune pour la gestion des cantines scolaires de cette collectivité locale.

D. Y./APS

Batna

Parachèvement en 2019 de l'opération de raccordement en fibre optique

Les travaux de raccordement au réseau de fibre optique des trois dernières communes de la wilaya de Batna, non encore raccordées à cette technologie, seront «parachevés dans le courant de l'année», a indiqué mardi le chargé de communication à la direction locale d'Algérie télécom, Hicham Layadi. Il s'agit en l'occurrence des communes montagneuses de Kimmel, Larbaâ et Hidoussa, a précisé la même source, soulignant l'irrégularité dans les travaux de réalisation de la fibre optique dans ces trois localités en raison, a-t-il expliqué, «du relief diffi-

de ces régions». M. Layadi a, par ailleurs, fait état de la mise en place d'un réseau de fibre optique sur une distance de 941 kilomètres à travers toute la wilaya de Batna dans le cadre des efforts consentis par l'Etat pour le renouvellement et la modernisation du réseau téléphonique et du service Internet à haut débit. Ces efforts ont permis de raccorder 58 communes, sur les 61 que comptabilise la wilaya de Batna, au réseau de fibre optique et d'améliorer considérablement les services offerts aux clients d'Algérie Télécom et, notamment, ceux habitant dans des

régions enclavées, a-t-il ajouté. Pour ce qui est de la couverture en 4G, ce responsable a indiqué que la wilaya de Batna comprend 65 stations 4G LTE permettant jusqu'à 41 250 points d'accès, ce qui représente 24 135 clients. Il est à noter que la direction opérationnelle des télécoms de Batna compte sept points commerciaux auxquels s'ajoutent huit grandes agences commerciales de télécommunication (Actel) pour un total de 106 900 clients de téléphonie, 77 313 abonnés à l'ADSL et 24 135 autres à la 4G.

R. R.

Pour améliorer la qualité de l'éducation primaire

Tunisie : crédit de plus de 80 millions d'euros de la BIRD

■ L'Assemblée des représentants du peuple (Parlement) de la Tunisie a approuvé mardi un accord signé entre le pays et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), permettant à la Tunisie d'obtenir un crédit d'une valeur de 81,2 millions d'euros, destiné à améliorer la qualité de son éducation primaire.

Par Mondji T.

Cet accord a été approuvé par 102 voix pour, 16 voix contre et 14 abstentions.

«Ce crédit servira au financement d'un projet d'appui à la qualité du système éducatif au niveau de l'enseignement primaire», a indiqué Zied Ladhari, ministre tunisien du Développement, de l'investissement et de la Coopération internationale, en marge de la séance parlementaire dédiée à l'approbation de cet accord.

M. Ladhari a ajouté que l'accord favorisera l'inscription de 4 000 enfants, âgés de moins de 6 ans, dans les classes préparatoires au cours des quatre prochaines années.

Selon le ministre, l'augmentation du nombre de bénéficiaires de l'enseignement préscolaire, le renforcement des capacités des enfants en lecture et en mathématiques, l'amélioration des acquis des enseignants, la gestion des écoles, l'évaluation des élèves et la lutte contre l'abandon scolaire figurent également parmi les objectifs phares de l'accord.

Ce prêt bénéficiera à 9 000 enfants âgés de moins de 6 ans, répartis dans 12 provinces tuni-

siennes, a-t-il ajouté.

M. Laadhari a indiqué que le nombre d'écoliers franchira la barre de 800 000 personnes au cours des prochaines années.

Tunisair a réalisé un saut quantitatif des recettes

La compagnie aérienne tunisienne, Tunisair, a pu réaliser, sur toute l'année 2018, un saut quantitatif au niveau de ses recettes, soit 1 500 millions de dinars (environ 505 millions de dollars) l'équivalent d'une hausse de 21% par rapport à 2017, a révélé mardi le directeur-général commercial adjoint de Tunisair, Ali Miaoui.

M. Miaoui a fait savoir de source médiatique que le flux commercial de Tunisair a progressé de 300 000 passagers.

«Les indicateurs du flux commercial de Tunisair tendaient vers le vert depuis le mois d'avril 2017, ce qui constituait un record jamais enregistré depuis la fondation du transporteur national tunisien, en 1948», a affirmé M. Miaoui.

Pourtant, selon lui, «cela ne cachera pas les prémices d'une crise financière aiguë actuellement vécue par Tunisair et dont les causes remontent à l'année 2011, mais surtout suite à l'effon-



drement de son activité commerciale liée au tourisme».

Pire encore, a-t-il poursuivi, la crise libyenne et la chute flagrante en 2014 de ce marché vital pour la Tunisie n'a fait qu'aggraver la donne, sachant que ce marché voisin contribue à raison de 114 millions de dinars (38,4 millions de dollars) dans les recettes de Tunisair pour 500 000 passagers.

«Parmi les faux pas ayant coûté cher à la compagnie, figurent le recrutement de 1 200

agents après la révolution de 2011 (...) Par conséquent, les salaires ont progressé de 100 millions de dinars (33,6 millions de dollars) annuellement sans oublier l'écroulement des principaux marchés mondiaux», a dit M. Miaoui.

Quant au défaut de ponctualité des vols, ennui majeur de Tunisair en 2018, son directeur-général adjoint n'a pas hésité de reconnaître cette faiblesse, affirmant que «cela s'explique en premier lieu par des problèmes

dans la cuisine interne de la compagnie, mais surtout des problèmes en relation avec l'aéroport international Tunis-Carthage».

Le principal aéroport du pays, situé dans la banlieue nord de Tunis, accueille actuellement près de 6 millions de passagers, alors que sa capacité maximale est de l'ordre de 4,5 millions de passagers, toujours selon les propos du directeur-général adjoint de Tunisair.

M. T./APS

Poursuite des efforts pour le règlement de la crise

L'ONU appelle au compromis en Libye

Les efforts internationaux visant à trouver un règlement politique à la crise libyenne et les préparatifs pour la future Conférence nationale se poursuivent en Libye, au moment où l'ONU insiste sur un compromis entre les parties libyennes en vue d'un règlement définitif.

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, Chef de la Mission d'Appui des Nations unies en Libye (MANUL), Ghassan Salamé, a affirmé que la mission cherchait à mettre en place des arrangements en matière de sécurité et à assurer si possible la médiation entre les différentes parties libyennes afin de parvenir à un accord.

M. Salamé n'a pas écarté également la possibilité de «recourir à des sanctions si nous étions forcés dans différentes régions de la Libye et plus précisément dans le sud».

«Nous nous efforçons de mettre en place des dispositifs de sécurité assurant la médiation entre les différentes parties et d'arriver à un accord si possible, et recourir à des sanctions si nous serons forcés de rétablir la sécurité et la stabilité dans différentes régions de la Libye et le Sud en particulier», a déclaré la Mission sur Twitter, à l'issue d'une rencontre de M. Salamé avec des dignitaires et des académiciens à Sabha.

Le responsable onusien a, en outre, estimé que «les institutions actuelles sont peu performantes et leur travail n'est pas à

la hauteur des normes requises et que le temps était venu pour trouver des alternatives».

Préparatifs de la future conférence nationale

Le Premier ministre libyen, Fayez Serraj et Ghassan Salamé ont évoqué récemment à Tripoli les préparatifs de la conférence nationale à venir. «Au cours de la rencontre, le Premier ministre a été informé des mesures prises par la mission de l'ONU pour garantir la réussite de la conférence nationale qui doit se tenir sous peu, et qui réunira des représentants des milieux politiques, sociaux et culturels sans exclure personne», a indiqué dans un communiqué le bureau de l'information du Premier ministre.

La conférence nationale visera à discuter des prochaines élections, de la Constitution, des mécanismes d'allocation des ressources et de la réconciliation nationale en Libye.

Mardi, la mission de l'ONU a déclaré que toutes les informations concernant la conférence, y compris sa date et son lieu exacts, seraient annoncées par les canaux de communication officiels de la Manul, et que les invitations «ne seront envoyées aux participants que par le biais de la Mission de l'ONU».

M. Ghassan Salamé estime que «la volonté des Libyens doit être unie lors d'un

forum national où ils l'exprimeront clairement pour que je puisse la transmettre au Conseil de sécurité et à la communauté internationale...».

Il a également indiqué que la Mission de l'ONU «n'était pas encline à prolonger la crise ou à organiser des élections, mais plutôt à édifier l'Etat libyen», soulignant que ce processus n'était pas aussi facile que beaucoup le pensent.

En outre, les derniers développements politiques et sécuritaires en Libye et les efforts consentis pour un règlement politique de la crise libyenne ont été au centre d'un entretien téléphonique, jeudi, entre le secrétaire général de la Ligue arabe Ahmed Aboul Gheit et Ghassan Salamé. Les deux hommes ont passé en revue les préparatifs pour la tenue, dans les semaines à venir, du congrès national libyen.

Ils ont convenu de poursuivre la coordination et la coopération étroite entre la Ligue arabe et les Nations unies afin d'accompagner les parties libyennes et les encourager à assumer leurs responsabilités pour l'achèvement du processus politique et préparer un terrain propice pour l'organisation d'un référendum sur la Constitution et des élections présidentielle et législatives auxquels aspirent le peuple libyen.

Des élections même si le projet de Constitution était rejeté (Aguila Saleh)
Par ailleurs, pour le président de la

Chambre des députés, Saleh Aguilu, la Libye «devrait poursuivre les élections nationales, même si les électeurs rejettent un projet de Constitution dans le cadre d'un référendum prévu».

Les Nations unies et les puissances occidentales espèrent que la Libye organisera ses élections nationales en juin après la tenue d'un référendum sur un cadre constitutionnel destiné à sortir le pays du conflit.

«Parce que nous voulons une Constitution basée sur un consensus, cela prendra du temps... Nous avons besoin d'un pouvoir exécutif et il n'y a pas d'autre choix que l'élection d'un président temporaire si le projet de Constitution est rejeté», a déclaré M. Saleh, cité par Reuters, sans mentionner une date possible pour les élections.

De son côté, la Haute commission électorale nationale (HNEC) avait déclaré qu'elle pourrait organiser un référendum en février 2019 si elle recevait un financement du gouvernement basé à Tripoli et soutenu par l'ONU.

Dans ce contexte, M. Saleh a déclaré que «si les électeurs rejettent le projet de constitution, un comité spécial devrait travailler sur une nouvelle version. Le projet actuel envisage un système parlementaire avec deux chambres mais également avec une présidence forte».

Lamine H.

Cima Motors :

Nouvelle finition sur la Hyundai Grand i10

Animée par Ali Zidane

Le distributeur exclusif de Hyundai et de l'usine TMC en Algérie, Cima Motors vient de lancer une nouvelle finition de son modèle le plus vendu sur le marché local la Hyundai Grand i10, commercialisé au prix de 1 689 900 DA.

Très appréciéE par le consommateur Algérien, la petite citadine dont les commandes

s'envolent est proposée avec un bloc moteur essence le 1.2 ess développant une puissance maximale de 87 ch, accouplé à une boîte à vitesses manuelle (BVM) à 5 rapports. Côté équipements, nouvelle finition Hyundai Grand i10 dispose des options de la version GL+ ajouter à cela le système Bluetooth, les commandes au volant et les sièges habillés en simili cuir biton.

Par ailleurs, le concessionnaire vient d'ouvrir une nouvelle



succursale pour sa marque Hyundai au niveau de la wilaya de Relizane. Une Succursale 3S

(Showroom, pièces et service après-vente). Aujourd'hui pour sa filiale automobile, le Groupe Tahkout qui compte également inaugurer très prochainement

son usine de montage de la marque japonaise Suzuki dispose de 23 succursales à travers le territoire national.

In findalgerie.com

Amérique du Nord

La nouvelle génération de véhicules électriques Volkswagen produite à Chattanooga

Dans le cadre de son offensive électrique, la marque Volkswagen a annoncé l'implantation de son premier site de production en Amérique du Nord. L'usine de Chattanooga dans le Tennessee a été choisie pour produire la nouvelle génération de véhicules électriques basée sur la plateforme modulaire électrique (MEB). Volkswagen va, pour cela, investir environ 700 millions d'euros (800 millions de dollars) dans l'usine.

L'agrandissement du site créera près d'un millier de nouveaux emplois, sans compter ceux chez les fournisseurs. La première voiture électrique devrait sortir de la ligne de production de Chattanooga en 2022. Au cours des prochaines années, huit usines MEB vont voir le jour en Europe, en Amérique du Nord et en Chine. Volkswagen est en train de se doter de la capacité de production nécessaire pour vendre plus d'un million de véhicules électriques par an d'ici à 2025.

«Les États-Unis sont l'un de nos principaux marchés et la production de véhicules électriques à Chattanooga va jouer un rôle clé dans notre stratégie de croissance en Amérique du Nord», explique le D' Herbert Diess, président du Directoire de Volkswagen AG. L'équipe dirigeante menée par Scott Keogh a pour mission de continuer à

accroître notre part de marché dans les années à venir. Nos investissements en cours, associés à cette augmentation de la production locale, vont servir de fondement à une croissance durable de la marque Volkswagen aux États-Unis.»

Le premier véhicule électrique à sortir de la ligne de production de Chattanooga sera le SUV ID. CROZZ1. Volkswagen proposera également l'ID. BUZZ, réinterprétation du légendaire combi VW, en Amérique du Nord.

Les deux véhicules font partie de la nouvelle famille ID, qui optimisera les possibilités de l'électro-mobilité. Entre autres fonctions, les véhicules offriront une autonomie accrue, un habitacle spacieux, un comportement de conduite dynamique et une meilleure connectivité numérique.

«Nous sommes particulièrement fiers de bâtir l'avenir de la mobilité ici aux États-Unis», explique Scott Keogh, président -directeur général de Volkswagen Group of America. Ce n'est pas pour rien que nous sommes surnommés "people's car" et nos véhicules électriques s'appuieront sur cette tradition.» L'usine de Chattanooga continuera également à produire



l'Atlas et la Passat.

Désireuse de rendre la voiture électrique populaire, Volkswagen s'est engagée dans la plus grande offensive électrique de l'industrie automobile. Dans les années à venir, la marque va lancer plus de 20 modèles 100% électriques. Le premier de ces modèles sera l'ID. compacte1, dont la production débutera à l'usine de Zwickau en Allemagne fin 2019. D'ici à 2025, la marque Volkswagen a l'intention de vendre au moins 1 million de véhicules électriques par an dans le monde. D'autres usines MEB sont en cours de développement à Emden, Hanovre, Dresde et Milada Boleslav en République tchèque.

Le marché chinois sera desservi par les usines d'Anting et de Foshan. Au total, la marque Volkswagen va investir pas moins de 11 milliards d'euros dans des technologies d'avenir d'ici à 2023, dont 9 milliards d'euros dans l'électro-mobilité.

Groupe PSA

Nouveau record en 2018 avec 3,9M de véhicules vendus

Volumes en hausse pour la 5^e année consécutive, avec un renforcement du pricing power, dans un contexte de vents contraires économiques et géopolitiques. La Core Model Strategy porte ses fruits : succès des nouveaux lancements et leadership européen sur le marché des Véhicules Utilitaires Légers. Cette croissance rentable, qui atteint près de 3 878 000 véhicules vendus, a été soutenue par l'offensive produits du Groupe PSA marquée par plus de 70 lancements régionaux en deux ans, le déploiement de la Core Model Strategy orientée clients et l'engagement du réseau commercial.

Les modèles du Groupe PSA se sont classés parmi les finalistes des plus prestigieux concours automobiles chaque année depuis 2014. Ils ont été récompensés en 2018 par les prix «van of the Year 2019» d'IVOTY (Peugeot Partner, Citroën Berlingo Van et Opel/Vauxhall Combo) et «Best Buy Car of Europe 2019» d'AUTOBEST (Citroën Berlingo Van, Opel/Vauxhall Combo Life et Peugeot Rifter), dans le sillage du Citroën C3 Aircross l'année dernière.



La Core Technology du Groupe PSA a elle aussi été distinguée avec le prix du Moteur international de l'Année pour la 4^e année consécutive pour le moteur essence 3 cylindres Turbo PureTech (110 et 130 chevaux).

Les modèles SUV du Groupe PSA sont un succès, porté par les Peugeot 2008, 3008[1], 5008 (marque leader en Europe), les Citroën C3 Aircross[2], C3-XR, C5 Aircross, DS 7 Crossback, et les Opel/Vauxhall Crossland X, Mokka X et Grandland X.

Cette dynamique va se poursuivre en 2019, avec des lancements majeurs pour l'ensemble des marques.

Le Groupe a annoncé son offensive électrique pour toutes les marques, avec les premiers modèles PHEV[3] et EV[4] disponibles pour les clients dès 2019, en commençant par la marque DS.

Le Groupe PSA a battu un nouveau record de ventes pour les VUL : 564 147 unités vendues, en hausse de 18,3%. Le Groupe PSA a renouvelé ses gammes fourgons compacts en 2016 puis ses fourgonnettes en 2018 et a renforcé sa position de leader en Europe sur tous les sous-segments : près d'un acheteur de VUL sur quatre porte aujourd'hui son choix sur un modèle du Groupe. L'offensive VUL du Groupe a posé les bases de sa croissance internationale, avec le lancement réussi de la production du Peugeot Expert et du Citroën Jumpy en Eurasie, et les débuts très prometteurs d'une vaste gamme de produits et services VUL à destination des clients d'Amérique latine.

Nouveauté

Futur DS8, une merveille



Printemps chargé pour le constructeur français. Outre le lancement du DS3 Crossback au mois d'avril, DS dévoilera sa

grande berline premium au salon de Shanghai, le même mois. Voici les premières images de la nouvelle DS 8 qui peaufine sa mise au point en Chine. Quatre ans après sa création, le constructeur premium de PSA monte en puissance avec le déploiement de sa nouvelle gamme. Après le DS7 Crossback en 2018 suivra le DS3

Crossback qui arrivera dans les concessions au printemps. Mais toute marque premium qui se respecte se doit d'avoir dans son catalogue une berline routière digne de ce nom. Connue en interne sous le nom de code X83, la DS8 sera dévoilée au salon de Shanghai au mois d'avril et commercialisée en Europe fin 2019-début 2020.

Cette grande berline (entre 4,85 et 4,90 m de longueur) sera exclusivement produite chez Changan (partenaire de PSA) puisque ce marché représentera son principal débouché com-

mercial. Ce qui explique aussi que la DS8 a été surprise en Chine en pleine séance de mise au point.

Techniquement, la DS8 partage la plateforme EMP2 allongée avec la nouvelle Peugeot 508-L. Côté motorisation, elle s'appuiera sur le 1.6 PureTech de 180 et 225 ch associé à la boîte EAT8, tout comme le 2.0 BlueHDi 180. Pour les entreprises, DS proposera le 1.5 BlueHDi 130 avec la boîte manuelle à six rapports. Le constructeur mettra beaucoup sur la version hybride rechargeable E-Tense de 250 ch.



Attaque au Kenya

Les jihadistes ont été «éliminés»

■ Les forces de sécurité kényanes ont mis un terme hier matin à l'attaque des islamistes somaliens shebab contre un complexe hôtelier de Nairobi au terme d'un siège de près de vingt heures, a annoncé le président Uhuru Kenyatta, assurant que «tous les terroristes ont été éliminés».

Par Rima C.

Il a précisé que l'attaque, qui avait débuté mardi vers 15h00 (12h00 GMT), a fait 14 morts et un nombre non précisé de blessés. «Le peupl vous confirmer que l'opération de sécurité au (complexe) Dusit s'est achevée il y a environ une heure et que tous les terroristes ont été éliminés», a déclaré M. Kenyatta lors d'une



PH. > D. R.

conférence de presse. Le nombre total de jihadistes n'était pas clair dans l'immédiat. Des images de vidéosurveillance diffusées par les médias kényans montrent quatre hommes équipés d'armes automatiques et de grenades progresser calmement dans le complexe. Au moins un jihadiste s'est fait exploser au début de l'attaque. Une source policière a indiqué de son côté que deux assaillants ont été tués hier matin au terme d'un échange de tirs prolongé. «Ils portaient tous les

deux des foulards rouges sur le front et des cartouches étaient attachées autour de leur poitrine (...) ils avaient chacun un AK-47». Le président Uhuru Kenyatta a lui précisé qu'«en ce moment, nous avons la confirmation que quatorze vies innocentes ont été perdues (...) d'autres ont été blessés». Il a ensuite salué le travail des forces de sécurité kényanes. «Plus de 700 civils ont été évacués du complexe depuis le début de l'attaque jusqu'aux petites heures du matin». De son côté, une source à la morgue a indiqué à l'AFP que quinze dépouilles ont été enregistrées: 11 Kényans, un Américain, un Britannique, et deux personnes dont la nationalité n'a pas pu être établie dans l'immédiat. Des sources policières avaient elles aussi fait état d'au moins 15 morts. Les forces de police ont été à pied d'œuvre toute la nuit durant. A 03h30, un groupe d'au moins 20 personnes avait ainsi pu recouvrer la liberté, a constaté un journaliste de l'AFP. Cette «attaque coordonnée» du complexe DusitD2, selon les termes du chef de la police kényane Joseph Boinnet, avait commencé par une forte explosion entendue à plus de cinq kilomètres à la ronde, suivie de tirs nourris. La brigade antiterroriste était arrivée rapidement sur place, à bord d'un véhicule blindé. L'attaque a été revendiquée par les islamistes somaliens shebab, et son modus operandi rappelle celui d'autres opérations du mou-

vement à Mogadiscio ces derniers mois: une bombe explosée (soit un kamikaze, soit une voiture piégée) et dans la foulée, un commando pénètre dans l'établissement visé pour faire un maximum de victimes. Un photographe de l'AFP a vu les cadavres de cinq victimes, affalés sur leurs tables à la terrasse d'un restaurant du complexe. Non loin gisait le corps d'un kamikaze qui avait fait exploser sa ceinture d'explosifs. Parmi les victimes on dénombre un Américain, selon le département d'État. M. Boinnet a précisé qu'au moins un kamikaze s'était fait exploser non loin de l'entrée de l'hôtel Dusit, dont six des sept étages ont été sécurisés. Cet établissement, qui compte une centaine de chambres, appartient au groupe thaïlandais Dusit Thani. Le complexe DusitD2 est situé dans un quartier verdoyant où de nombreux immeubles de bureaux ont progressivement remplacé ces dernières années des résidences individuelles et leurs jardins manucurés. Peu après le début de l'attaque, un garde kényan d'une compagnie de sécurité privée avait affirmé à l'AFP avoir vu «quatre bandits» sortir du véhicule et poursuivre leur chemin à pied. Des images de vidéo-surveillance diffusées par les médias kényans montrent quatre hommes équipés d'armes automatiques et de grenades progresser calmement dans le complexe. Au plus fort de la fusillade mardi après-midi, Simon Crump, qui travaille dans

le complexe, expliquait au téléphone à l'AFP que de nombreux employés s'étaient barricadés dans leurs bureaux. «Les tirs viennent de plusieurs directions à la fois», rapportait ce témoin, ensuite évacué par les forces de l'ordre, tout comme de très nombreuses personnes du complexe et des immeubles voisins. Dans un communiqué à New York, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres «a condamné fermement» l'attaque. Le Kenya a déjà été la cible d'attentats jihadistes de grande ampleur. Le 7 août 1998, un attentat revendiqué par Al-Qaïda contre l'ambassade américaine à Nairobi avait fait 213 morts et 5 000 blessés. Depuis l'entrée en octobre 2011 de l'armée kényane en Somalie pour combattre les shebab, affiliés à Al-Qaïda, le pays a été durement touché. Le 21 septembre 2013, un commando islamiste a pris d'assaut le centre commercial Westgate à Nairobi, faisant 67 morts. Le 2 avril 2015, un commando a abattu de sang-froid 148 personnes dans l'université de Garissa (est), pour la plupart des étudiants. Chassés de Mogadiscio en 2011, les shebab ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicide. Ils ont juré la perte du gouvernement somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 20 000 hommes de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom), à laquelle contribue le Kenya. L'attaque de mardi à Nairobi est intervenue trois ans jour pour jour après celle de la base militaire kényane d'El Adde, dans le sud de la Somalie. Les shebab, vidéo à l'appui, avaient revendiqué avoir tué près de 200 militaires kényans, ce que les autorités kényanes ont toujours démenti. Lundi, un tribunal kényan avait ordonné que trois hommes soupçonnés de complicité avec les auteurs de l'attaque du Westgate (eux-mêmes tués dans l'assaut de la police) soient prochainement jugés. R. C.



Points chauds

Joug

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que les Palestiniens continuent bien entendu de négocier un éventuel changement de statut à l'ONU pour passer d'observateur à membre de l'institution internationale, le président Mahmoud Abbas s'est engagé cette semaine à défendre le droit au développement y compris pour les pays vivant sous le joug d'une occupation étrangère, en prenant formellement à l'ONU la présidence tournante pour 2019 du Groupe des 77 et de la Chine. Son ministre des Affaires étrangères, Riyad al-Maliki, a par ailleurs précisé dans la journée à des journalistes que les Palestiniens comptaient relancer «dans les prochaines semaines» leur demande d'être reconnus comme un État membre de l'ONU. «Nous savons que nous faisons face à un veto des États-Unis mais cela ne nous empêchera pas de présenter notre demande», a assuré le ministre palestinien. Une approbation par le Conseil de sécurité est requise avant qu'une telle demande ne soit soumise à l'Assemblée générale de l'ONU. Les Palestiniens avaient déjà exprimé le même souhait en 2011 mais n'avaient alors pas présenté formellement de demande au Conseil de sécurité, vouée à l'échec en raison de l'opposition des États-Unis. En qualité de président du G77, «le droit au développement est un droit que nous nous efforçons de renforcer et de réaliser», a déclaré Mahmoud Abbas lors d'une cérémonie au siège de l'ONU. «Nous devons préserver ce droit aussi pour ceux qui vivent sous le joug colonial et sous occupation étrangère». «La Palestine ne saurait faire exception à la règle. Nous souffrons aussi sous le joug de l'occupation étrangère», a-t-il poursuivi en réaffirmant le droit pour tous les peuples «à l'autodétermination et à l'indépendance». «La colonisation et l'occupation de l'État de Palestine continuent de saper notre développement», a-t-il souligné. Sans citer les États-Unis, dont un plan de paix pour le Proche-Orient aux contours inconnus reste en gestation, Mahmoud Abbas a rappelé que les Palestiniens aspiraient toujours à un État vivant en paix au côté d'Israël, avec Jérusalem-Est comme capitale, dans les frontières reconnues en 1967. «Nous voulons un règlement juste» pour les questions des réfugiés et des prisonniers, a-t-il expliqué. L'attribution de la présidence du G77 et de la Chine à la Palestine avait été décidée en septembre. Une résolution de l'Assemblée générale en octobre lui avait conféré des pouvoirs légaux supplémentaires pour assurer cette fonction. Les États-Unis avaient alors vivement dénoncé ce nouveau rôle dévolu à la Palestine à l'ONU. Le G77 et la Chine (un groupe qui comprend en réalité 134 pays) «représentent les trois quarts» des membres des Nations unies, et «80% de la population mondiale», a relevé la présidente de l'Assemblée générale, Maria Fernanda Espinosa Garcés. «C'est un triomphe pour le multilatéralisme», a-t-elle estimé, tout comme le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres qui a souligné les apports très positifs du G77 dans la lutte contre le réchauffement climatique ou l'adoption récente d'un Pacte sur les migrations. Reste à voir si cette présidence inédite en tous points aura une influence sur la résolution américaine à trouver un accord de paix au Proche-Orient et surtout si cela poussera les Israéliens à persécuter les Palestiniens encore plus qu'ils ne le font, Tel-Aviv ne supportant pas cette nouvelle prise de position internationale d'un peuple qu'il tente, sans succès, d'anéantir depuis des décennies. F. M.

Djibouti/Ethiopie

Une gendarmerie spéciale pour sécuriser la nouvelle ligne de chemin de fer

L'exécutif djiboutien a approuvé mardi la création de la Gendarmerie des Transports Ferroviaires (GTF) pour sécuriser le tronçon djiboutien du nouveau chemin de fer entre Djibouti et l'Éthiopie et garantir la sécurité des personnes et des biens, ont rapporté des médias. La GTF aura pour mission principale de mettre en œuvre les mesures de sécurité globale relatives à la protection des personnes, des équipements et des installations de la Société de Chemin de Fer de Djibouti, a-t-on indiqué. Outre le renforcement de la sécurité des installations ferroviaires et la prévention contre les actes de terro-

risme et de vandalisme perpétrés sur les équipements des infrastructures de la société, la GTF sera également chargée de contrôler les accès et la circulation en zone réservée, d'assurer la sécurité des voies ferroviaires et des ponts et de sauvegarder la vie des passagers, des équipements et des personnes au sol, a-t-on ajouté. Inaugurée en octobre 2016 pour la partie éthiopienne et en janvier 2017 pour le tronçon djiboutien, la nouvelle ligne de chemin de fer reliant Djibouti-ville à Addis-Abeba, longue de 752,7 km, a été construite par China Railway Group et China Civil Engineering Construction Corporation. Une

année après sa mise en service, cette voie ferrée, la première du continent africain à être entièrement électrique, a facilité le transport des personnes et des marchandises entre les deux pays, en réduisant, avec une vitesse de 120 km/h, le temps de trajet de plusieurs jours à seulement 7 heures. «Ce projet a permis aux compagnies chinoises de démontrer leur compétence technique, et a renforcé considérablement les relations économiques et commerciales entre l'Éthiopie et Djibouti», avait déclaré l'ancien Premier ministre éthiopien, Haile Mariam Desalegn, lors de la cérémonie d'inauguration. R. I.



Réalisé par Ali Mouzaoui

Début du tournage d'un film sur Si Mohand Ou Mhand

■ Le premier tout de manivelle d'un long métrage retraçant la vie, le parcours et l'œuvre du poète Si Mohand Ou Mhand sera donné ce samedi. Il s'agit d'une fiction qui cherche la reconstitution de l'âme des poèmes du poète, selon son réalisateur Ali Mouzaoui. Le tournage de cette œuvre cinématographique aura lieu à Djemaa N Saridj, dans la commune de Mekla, à une quinzaine de km à l'est de Tizi-Ouzou.



Par Abia Selles

Le premier tour de manivelle d'un film sur la vie et l'œuvre du poète Si Mohand Ou Mhand sera donné ce samedi, samedi, à Djemaa N Saridj, dans la com-

mune de Mekla, à une quinzaine de km à l'est de Tizi-Ouzou, a annoncé la boîte productrice du film.

Produit avec le soutien du Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques (FDA-

TIC), le long métrage intitulé «Si Mohand Ou Mhand» est réalisé par Ali Mouzaoui qui en est également le scénariste.

La trame du film, écrite il y a une trentaine d'années, a-t-il précisé à la presse, «a subi quelques remodelages et allège-

ments tout en gardant l'âme de ce qui est sa quête principale : la reconstitution de l'œuvre dans son contexte», soulignant que le film est «une fiction qui cherche la reconstitution de l'âme des poèmes et non pas se contenter de leur récitation».

Selon le synopsis du film, celui-ci retrace «le destin contrarié» de la vie et l'œuvre du poète éponyme qui se confond avec «le destin collectif des Algériens qui subissaient à l'époque les assourdissants assauts d'une longue conquête coloniale».

L'enfant, Mohand, qui n'avait que 12 ans lorsque les Français vinrent à bout de la résistance de la Kabylie en 1857, avait assisté à la déchéance et l'expropriation de sa famille, jetée sur les routes. Une déchéance sociale qui l'a poussé lui-même à mener une vie d'errance à travers tout le pays durant une trentaine d'années avec comme seule arme sa poésie, dont il fit «l'écho d'un peuple et d'un pays».

Partant sur les traces du poète, le tournage du film se déroulera, d'ailleurs, sur plusieurs sites, dont Tizi-Ouzou,

Alger, Tébessa, où Si Mohand avait travaillé à un moment donné dans les mines d'El Ouenza et Annaba où il avait souvent vécu et qu'il traversait pour aller en Tunisie.

Né entre 1840 et 1845 à Icheraïouen, commune de Larbaâ Nath Irathen (25 km au sud-est de Tizi-Ouzou), Si Mohand Ou Mhand est mort le 28 décembre 1905 à Ain El Hammam. Beaucoup de ses poèmes, empreints de belles rimes et de clairvoyance et qu'il déclamaient au gré des circonstances et des évènements ayant marqué sa vie, sont passés à la postérité comme paraboles.

Il est à noter que les poèmes de Si Mohand dits et relayés dans les villages, transmis dans les souks et les chaumières depuis plus d'un siècle, ont nourri la muse des plus grands poètes kabyles contemporains de Meziane Rachid à Ben Mohamed, passant par Ferhat Mehenni. Ils ont été chantés par les plus grands interprètes de la chanson kabyle de l'émigration, Slimane Azem, Hnifa, Allaoua Zerrouki, Chriha, Cheikh El Hasnaoui, Taos Amrouche. La symbolique et l'esprit de Si Mohand, figurant l'univers montagnard kabyle, sont repris de nos jours par d'illustres artistes du terroir comme Lounis Ait Menguellet et universalistes comme Idir, Akli D, Takfarinas et Ali Amrane, entre autres.

A. S.

Salon d'arts plastiques à Mila

Plus de quarante artistes au rendez-vous

Le 3^e Salon local des arts plastiques de Mila, abrité par la maison de la culture de M'barek-El-Mili, du chef-lieu de wilaya, a débuté mardi, avec la participation de plus de 40 artistes plasticiens venus des communes de la wilaya.

Cet événement, d'une durée de deux jours, a été placé sous le thème «l'art plastique et le patrimoine amazigh» à l'occasion du nouvel an amazigh, auquel une semaine entière de célébrations a été consacrée cette année, selon les organisateurs.

Le programme de ce salon, «devenu un espace de rencontre des artistes de la wilaya

de Mila», à travers lequel ils exposent leurs œuvres artistiques et interagissent entre eux, relève l'artiste Rachid Zeddami, venu de la commune d'Ain El Beida Ahriche.

De son côté, l'artiste Omar Ayouni, de la commune de Chelghoum Laid, estime que le thème de cette édition dédiée au patrimoine amazigh reflète l'identité et les différentes cultures de la société algérienne dont la wilaya de Mila fait partie, appelant à pérenniser la créativité tout au long de l'année, car ce genre d'événements constitue le point de départ de l'activité artistique. «Le patrimoine culturel amazigh est riche, ce qui en fait un

sujet riche à traiter par les différents arts, y compris l'art plastique», a déclaré, pour sa part, l'artiste Ghania Latrèche, de la commune d'Ain El Beida Ahriche, considérant que «les œuvres en relation avec le patrimoine et l'identité incitent l'artiste à renouer avec ses racines par le biais de ses créations».

En plus de l'exposition de toiles de peintures réalisées par les participants à cette troisième édition, le programme de la manifestation comprend également un concours de la meilleure peinture sur le thème du patrimoine amazigh.

F. H.

Patrimoine

Appels à la récupération et numérisation des manuscrits

Les présidents des Hauts conseils islamique (HCI) et de la langue arabe (HCLA), respectivement Bouabdellah Ghoulamallah et Salah Belaid, ont insisté, mardi à Tizi Ouzou, sur l'urgence de la récupération et de la numérisation des manuscrits encore détenus par des familles à travers le territoire national.

S'exprimant à l'ouverture du premier séminaire régional sur le manuscrit placé sous le thème «manuscrit et transmission culturelle, cas des zouaoua», organisé par ces deux institutions à la maison de la culture Mouloud-Mammeri, le président du HCI, Bouabdellah Ghoulamallah, a déploré que ce «trésor produit par les zaouïas et témoin important de l'authenticité de la société algérienne et de son niveau de savoir, soit encore détenu par des familles et exposé à la disparition par les aléas du temps, car mal conser-

vé».

Rappelant l'opération lancée par le HCI et le HCLA pour la récupération, la préservation et la numérisation de ce patrimoine d'une grande valeur dont une partie importante a été détruite par le colonialisme français ou se trouve actuellement dans les bibliothèques de plusieurs pays étrangers, ce même responsable a souligné l'importance de mettre à la disposition des étudiants et des chercheurs ce patrimoine afin qu'il puisse être étudié. «Le patrimoine que la France coloniale a tenté par tous les moyens de faire détruire pour faire croire que nous étions une société illettrée, sans culture et sans savoir, et qui a été préservée grâce à la conscience des familles qui l'ont récupéré des zaouïas pour le préserver, mérite aujourd'hui d'être étudié pour dire que même si on a essayé de nous faire taire, nos plumes ne s'étaient jamais

tues», a-t-il dit. Expliquant la procédure de récupération de ces manuscrits, une opération rendue difficile notamment par le refus de plusieurs familles détentrices de ce patrimoine national de coopérer, le président du HCLA, Salah Belaid, a rappelé que la commission chargée de cette mission produit des copies des documents, les originaux sont ensuite restitués à leurs propriétaires.

A ce jour, un total de 12 000 documents ont été récupérés dont 900 ont été numérisés et mis sur le portail algérien des manuscrits qui sera officiellement ouvert le 16 avril prochain à l'occasion de la célébration de la journée du Savoir, a réaffirmé Salah Belaid.

Le but de cette démarche et de préserver les droits d'auteur et de propriété des manuscrits tout en permettant aux chercheurs algériens et étrangers d'y avoir accès en un clic, a-t-il indiqué.

L. B.

AGEND'ART

Salle Ibn-Zeydoun de Riadh El-Feth (El Madania, Alger)

Jeudi 24 janvier à 19h30 :

L'Institut français d'Alger, l'Institut Cervantès d'Alger et le Cluster Eunic Algérie, en collaboration avec l'ambassade de

France, l'ambassade d'Espagne en Algérie et le ministère de la Culture algérien, organisent un concert d'Amancio Prada. Les tickets sont disponibles à la salle Ibn Zeydoun. Prix : 500 DA.

Galerie d'arts de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 18 janvier : Exposition «Un monde suspendu», de l'artiste Soraya Habes.

La Coupole (Dely Brahim)

1^{er} février : Le grand artiste d'expression amazighe Lounis Ait Menguellet anime un spectacle musical.

Complexe Culturel Abdelwahab-Salim (Chenoua, Tipasa)

Jusqu'au 31 janvier à partir de 14h :

Exposition de toiles artistiques autour du patrimoine amazigh avec la participation des artistes Benbouta Sid Ali et Tadjien Abdelghani.



Equipe nationale

Belmadi compte retenir les meilleurs

L'ENTRAÎNEUR de la sélection algérienne de football, Djamel Belmadi, a affirmé qu'il allait retenir les joueurs qui sont à même de «rivaliser avec les géants» du continent, lors de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte (15 juin - 13 juillet). «Je prendrai les joueurs qui sont à même de rivaliser avec les géants africains, ils devront être complètement concernés. La deuxième partie de saison sera importante de mon point de vue de sélectionneur. Il y a une sélection au mois de mars, les joueurs doivent bien travailler. Personne ne doit se dire que c'est acquis ou bien être désespéré pour la sélection. Ce n'est pas pour mettre la pression, mais tous les joueurs sont concernés», a affirmé le coach des Verts dans un entretien diffusé lundi soir sur la chaîne Berbère TV. L'Algérie a composé son billet pour la CAN-2019 grâce à sa victoire décrochée le 18 novembre dernier face au Togo à Lomé (4-1). Les Verts accueilleront la Gambie à Blida le week-end du 22-23 mars prochain en clôture des qualifications. «On s'est qualifiés à la CAN

avant la fin des éliminatoires, c'est une bonne chose. On a été chercher une victoire très importante lors du dernier déplacement. Prendre des points à l'extérieur en Afrique est très difficile. Il y avait eu de bonnes choses. C'était notre quatrième match officiel, c'est très peu. Aujourd'hui, c'est une course contre la montre pour gagner du temps afin d'être prêts pour la CAN en Egypte. Les deux prochaines rencontres de l'EN au mois de mars seront très importantes», a-t-il ajouté. S'agissant de la prochaine CAN, Belmadi a réaffirmé les ambitions des Verts de faire bonne figure en Egypte après plusieurs années de disette : «J'aurais aimé jouer en Afrique du Sud plutôt qu'en Egypte pour des raisons purement climatiques. Mais ce qui importe le plus c'est le travail. On sera tous logés à la même enseigne. On va faire en sorte de faire une bonne préparation et aller là-bas en conquérants», a-t-il conclu. Après son dernier match des qualifications face à la Gambie, l'Algérie aura un test amical face à la Tunisie le 26 ou le 27 mars à Blida.

MC Alger

Merouani engagé pour quatre ans

LE DÉFENSEUR central de l'ASO Chlef, Mohamed Merouani, s'est engagé pour un contrat de quatre saisons avec le MC Alger, a-t-on appris auprès du pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football. Pur produit de la formation chélifienne, Merouani (21 ans) rejoint l'ailier Mehdi Benaïdja (ex-JS Kabylie), l'attaquant Sammy Frioui (ex-AEL Larissa/Grèce), et le défenseur Nabil Lamara (ex-USM Bel-Abbès), tous signataires d'un contrat de deux saisons et

demie. Le MCA a entamé la deuxième partie de la saison en trombe, en alignant deux victoires de rang : face au Paradou AC (1-0) et le DRB Tadjenanet (4-1), arrachant entre-temps sa qualification pour les 1/8^e de finale de la Coupe d'Algérie. La formation algéroise reste engagée en Coupe arabe des clubs champions où elle rencontrera en quarts de finale les Soudanais d'Al-Merrikh (aller : 31 janvier à Alger, retour : 16 février à Omdurman).

Coupe d'Algérie de football (1/16^e de finale)

L'ES Sétif passe aux 8^e de finale

L'ES SÉTIF a décroché le dernier billet qualificatif pour les 1/8^e de finale de la Coupe d'Algérie de football, à l'issue de sa victoire sur l'Amel Boussaâda (1-0) en match retard des 16^e de finale, joué mardi à Boussaâda. Un but de l'international Bedrane, inscrit à la 22^e minute, a suffi aux Sétifiens pour décrocher leur qualification et avoir le droit d'affronter l'USM Alger

avec laquelle il partage le record de trophées en Coupe (8) en compagnie du MC Alger. Ce match en retard des 16^e de finale, qui devait initialement se jouer le 31 décembre 2018, avait été reporté suite à la décision de l'ancien wali de M'sila d'annuler toutes les compétitions devant se dérouler sur son territoire.

Sommets exécutifs du football de la Fifa
Zetchi au rendez-vous de Marrakech

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheiredine Zetchi, s'est déplacé au Maroc pour prendre part à la troisième édition des 3^e Sommets exécutifs du football de la Fédération internationale de football (FIFA) prévus à Marrakech du 15 au 17 janvier, a indiqué la FAF mardi. Au cours de cette rencontre à Marrakech à laquelle assistera le secrétaire général de la FAF Mohamed Saâd, plusieurs déci-

sions seront prises visant le développement du football en général et du football féminin en particulier, précise l'instance fédérale sur son site officiel. L'actuelle édition des sommets de la FIFA se penchera, également, sur les propositions des associations nationales membres de la FIFA, concernant le passage à 48 du nombre des sélections engagées en Coupe du monde à partir de la prochaine édition Qatar 2022.

Ligue I Mobilis (18^e journée)

Chaud derby au 5-Juillet, le leader en péril

■ La 18^e journée de la Ligue I Mobilis de football sera caractérisée par ce chaud derby algérois qui aura pour théâtre le stade du 5-Juillet d'Alger et qui opposera le Mouloudia d'Alger au CR Belouizdad.



Par Mahfoud M.

La rencontre qui autrefois suscitait une grosse passion sera déséquilibrée cette fois-ci en raison de la situation délicate dans laquelle se trouve le Chabab qui est carrément condamné à descendre en Ligue II et aura peu de chances de déstabiliser le doyen des clubs algériens qui est, lui, sur une belle dynamique. En effet, les poulains de Adel Amrouche feront tout leur possible pour confirmer leur retour en force et ajouter un autre succès qui leur permettra de arracher une place au podium. Les Vert et Rouge qui restent sur une victoire éclatante face au DRBT, souhaitent aligner trois autres points qui leur permettront de se rapprocher de plus en plus de leur objectif. Pour le Chabab, il sera beaucoup plus d'une ques-

tion de principe. Ayant été accrochés à domicile par le PAC, les gars de Laâkiba se trouvent dans une situation délicate, et même un succès lors de ce match ne leur garantit pas d'être prémunis de la relégation. Le leader de la Ligue I qui s'est bien repris en battant au dernier derby le NAHD sur un score large de (4/1), sera en péril lors de cette journée avec ce déplacement à Bordj Bou Arréridj et qui verra le Ahly local se donner à fond pour sortir de la situation délicate dans laquelle il se trouve. Le Mouloudia de Béjaïa souhaite se sortir de cette situation difficile dans laquelle il se trouve, en recevant le MC Oran et en essayant donc de prendre les trois points de la victoire. Les poulains de Madouï sont dos au mur et n'auront d'autre choix que de remporter au moins leurs matchs à domicile pour voir le

bout du tunnel et se ressaisir. Cependant, leur mission ne sera pas de tout repos face aux Hamraoua qui ont le moral au beau fixe avec la signature du contrat de rachat avec Hyproc, filiale de Sonatrach. Enfin, le Paradou AC tentera de reprendre goût au succès en donnant la réplique à l'ES Sétif. Cependant, ce ne sera pas facile face à une équipe sétifienne qui commencent, peu à peu, à s'en sortir, et qui reste sur une qualification en huitièmes de finales de la Coupe d'Algérie face à l'A Bousaâda.

M. M.

Le programme :
Jeudi 17 janvier 2019 :
MCA-CRB (17h45)
Vendredi 18 janvier :
CABBA-USMA (15h)
MOB-MCO (16h)
PAC-ESS (17h45)

Ligue II Mobilis (18^e journée)

Déplacement périlleux pour le leader, les concurrents à l'affût

Le leader de la Ligue II, l'ASO Chlef, aura fort à faire lors de cette 18^e journée en se déplaçant à Alger pour affronter le RC Kouba en clôture de cette journée samedi, alors que les concurrents directs tenteront d'en profiter pour la renverser. Les Chélifiens essayeront, quand même, de surprendre les Koubéens chez eux et les prendre à défaut pour garder leur position. Cependant, le RCK, plus que jamais menacé, jettera toutes ses forces dans la bataille pour tenter de s'en sortir et quitter la zone de turbulence. Le dauphin, le MC El Eulma, affrontera à domicile l'USM El Harrach et fera tout son possible pour prendre les trois points qui lui permettront de se rapprocher de l'accession en Ligue I. Certes, ce ne sera pas une mince affaire devant une formation qui joue sa

survie en Ligue II, mais les gars de Babya ne comptent pas laisser filer les points de ce match et se donneront à fond pour l'emporter. De son côté, le NC Magra aura un déplacement difficile à effectuer en se rendant à Mostaganem pour croiser le fer avec l'Espérance locale. Les gars de Magra essayeront quand même d'éviter une défaite qui les mettrait en difficulté, même si ce ne sera pas facile devant une équipe de l'ESM qui souhaite remporter les points mis en jeu sur son stade. Le WA Tlemcen aura les faveurs du pronostic dans le derby de l'Ouest qui l'opposera au MC Saïda. Les Zianides savent qu'ils n'ont pas droit à l'erreur à domicile et qu'ils se doivent donc de prendre les trois points du succès pour aller de l'avant et garder leurs chances d'accession intactes.

L'US Bikstra, qui est également à la quatrième place en compagnie du WAT, aura fort à faire lors de cette journée en donnant la réplique à l'équipe de l'ABS qui souhaite se reprendre après la lourde défaite face au NC Magra, lors du derby de la Hodna, la précédente journée.

M.M.

Le programme :
Vendredi 18 janvier 2019 à 15h :
ASMO-JSMB
USMAN-USMB
ABS-USB
ESM-NCM
MCEE-USMH
RCR-JSMS
Samedi 19 janvier :
RCK-ASO (15h)
WAT-MCS (17h45)

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Espagne

Arrestation d'un Marocain à Malaga pour lien avec «Daech»

UN MAROCAIN a été arrêté par la police mardi dans la province de Malaga dans le sud de l'Espagne pour appartenance présumée à l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (El/Daech), ont indiqué mercredi les autorités espagnoles. L'homme en question arrêté plus précisément à Manilva, (province de Malaga), «était dans les dispositions de commettre un attentat terroriste dans n'importe quel endroit stratégique», a-t-on précisé de précision. Agé de 27 ans, il est soupçonné d'apologie du terrorisme sur les réseaux sociaux. Dans un communiqué, la police espagnole, qui précise que ses publications étaient de plus en

plus radicales, indique que les premiers éléments de l'enquête ont révélé que l'homme «a maintenu des contacts via Internet avec des terroristes de Daech se trouvant dans la zone syrienne contrôlée par cette organisation terroriste, auxquels il aurait exprimé sa volonté de se joindre à eux». Le communiqué, qui précise que le Marocain a intensifié, au cours des derniers mois, ses activités de propagande terroriste sur les réseaux sociaux, ajoute que le mis en cause n'a pas réussi à rejoindre la Syrie «en raison des difficultés actuelles que traverse l'organisation terroriste dans ce pays et le manque de ressources».

Yanis F./APS

Lutte antiterroriste

5 bombes artisanales détruites à Tizi-Ouzou

CINQ bombes de confection artisanale ont été détruites mardi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à Tizi-Ouzou, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP «ont arrêté, à

Adrar et Sidi Bel-Abbès, 9 narco-trafiquants et saisi 63,360 kilogrammes de kif traité ainsi que 4 véhicules touristiques», alors que des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé, à Jijel, un narco-trafiquant en possession de 212 comprimés psychotropes».

L. M.

Activités de la police en 2018 à Béjaïa

Plus de 14 000 communications reçues

PAS MOINS de 14 141 communications téléphoniques ont été enregistrées par le service des moyens techniques de la sûreté de wilaya durant l'année écoulée (2018), a indiqué la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un bilan qui nous a été transmis ces derniers jours.

«Ces appels ont été reçus sur le numéro vert 15-45, le numéro de secours 17 et le numéro spécial secours pour mineurs pour signaler des accidents crimes au moment de leur déroulement et

atteinte aux ou tentatives d'atteinte sur personnes, biens privés et biens publics», indique notre source. Il a également été enregistré 11 001 appels pour demandes de secours et intervention de la police ou demandes d'informations.

En outre, 818 communications ont été notées au sujet d'accidents de la route, découvertes de cadavres, alors que 21 appels sont liés à des signalements de kidnapping, disparition de mineurs.

H. Cherfa

Université

Plaidoyer pour l'introduction de la matière architecture amazighe

Les participants au colloque international sur l'architecture amazighe, dont les travaux ont pris fin dans la soirée de mardi, ont plaidé pour la matière «architecture amazighe» dans le système d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Les autres recommandations émises à la clôture du colloque, organisé par le Haut Commissariat à l'amazighité (HCA) en collaboration avec l'association nationale des architectes, ont porté sur la nécessaire introduction du

thème du patrimoine architectural dans les manuels scolaires, la création d'une unité de recherche en patrimoine et architecture amazighes avec toutes ses diversités à l'échelle nationale dans une première étape puis son élargissement au niveau maghrébin en vue d'élaborer un dictionnaire de terminologie unifiée de cette spécialité. Les participants ont également recommandé la conception d'un atlas maghrébin de tous les sites portant une spécificité locale, en

Défaite de Theresa May : Les députés britanniques ont rejeté l'accord de Brexit



Djalou@hotmail.com

Affaire de la petite Nihal Si Mohand

Les conclusions de l'enquête de la gendarmerie remises à la justice

■ L'enquête sur les circonstances de la mort ou de l'assassinat de la petite Nihal Si Mohand en juillet 2016 est terminée et le dossier a été transmis à la justice, a indiqué hier le commandant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale à Tizi Ouzou, le colonel Harkati Rachid.

Par Hamid Messir

C'est aux autorités judiciaires de donner suite aux conclusions des investigations des enquêteurs de la Gendarmerie nationale qui ont duré plus de deux années, a précisé le même responsable. Ce dernier a refusé de livrer les conclusions de l'enquête judiciaire en soulignant que cela relève de la compétence de la justice. Nihal Si Mohand âgée de 4 ans avait disparu dans l'après-midi du 21 juillet avant de retrouver son corps sans vie à quelques centaines de mètres de chez elle sis au village Ath Ali dans la commune d'Ait Toudert (50 km au sud de Tizi-Ouzou), trois jours plus tard. Le colonel Harkati Rachid animait au siège de son groupement une conférence autour du bilan annuel 2018 des activités de ses unités. Et justement du bilan présenté devant la presse, il a assuré que



la criminalité est en net recul comparativement aux chiffres des années précédentes et ce à la faveur de la présence sur le terrain du corps de sécurité qu'il dirige après l'ouverture de nouvelles unités. Il a, à ce propos, fait état de la mise en service durant l'année 2018 de deux bri-

gades, l'une à Mizrana et l'autre à Mekla portant ainsi à 32 unités opérationnelles à travers le territoire de la wilaya de Tizi Ouzou avec un taux de couverture de 46,23%. Alors que de nouvelles unités probablement au nombre d'au moins deux seront livrées durant l'année 2019. Autre fait abordé à l'occasion, l'affaire des harraga de Tizgirt enregistrée en décembre dernier dont l'enquête suit son cours pour éventuellement mettre la main sur les «organiseurs de la traversée clandestine de la Méditerranée» qui avait tourné au drame puisque deux avaient trouvé la mort, quatre ont été sauvés et on est sans nouvelle de quatre autres qui se trouvaient à bord de la même embarcation. Les premiers éléments des investigations laissent penser à un réseau de passeurs natifs d'une wilaya limitrophe qui auraient organisé la tentative de l'émigration clandestine.

M. L.

H. M.